



“Et vivre, c’est ne pas se résigner” (Albert Camus)

Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP – Section de l’Oise
DDFiP de l’Oise, 2 rue Molière, 60021 BEAUVAIS Cedex

permanence le lundi

Tél – Fax - Répondeur : 03-44-06-35-68

mail : fo.ddfip60@dgfip.finances.gouv.fr

web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/060/>

FO : le syndicat qui reste un syndicat

Déclaration Liminaire

CHS-CT du 3 avril 2012



Monsieur le Président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Oise,

Il y a 6 mois jour pour jour, lors du CTPM consacré aux conditions de travail, la Ministre s'est déclarée particulièrement attachée à la santé au travail et aux acteurs de prévention. Mais les paroles s'envolent, les promesses aussi, car voici les décisions que nous devons subir :

- les suppressions de postes se poursuivent : moins 3115 en 2012, moins 18 dans l'Oise ! Depuis plus de 10 ans 15% des effectifs ont disparu ! Cependant, aucun bilan n'est venu démontrer l'efficacité des réformes engagées depuis 5 ans...
- les crédits 2012 des CHS-CT ont été réduits de 6% au titre de la « réserve parlementaire » et, c'est inédit et inadmissible, ils ont été amputés de 20% au titre de la « réserve républicaine ». Pour l'Oise, le budget-peau de chagrin de 2012 atteint péniblement **102 444€**.

F.O. considère plus que jamais que les suppressions d'emplois sont la cause principale de la dégradation des conditions de travail. C'est pourquoi **FO** exige :

- l'arrêt immédiat des plans pluriannuels de suppressions d'emplois ;
- la prise de décisions concrètes d'actions portant sur l'organisation du travail, les missions, les moyens, l'encadrement, la qualité du travail ;
- le renforcement des prérogatives et des moyens des acteurs préventeurs.

FO mettra tout en œuvre pour que les droits des agents en matière de Santé Sécurité au Travail soient préservés et améliorés dans le cadre d'une politique départementale consolidée et renforcée.

Pour **FO** le temps des constats a été largement utilisé. La situation actuelle exige des moyens de prévention et d'action. Il est temps de tirer réellement les leçons des effets néfastes engendrés par une politique destructrice. Le moment est venu pour les décideurs de prendre leurs responsabilités. Il faut sortir de l'impasse que constitue une politique ministérielle de communication et d'affichage. Il faut exiger les moyens nécessaires à une politique de Santé Sécurité au Travail digne de ce nom.

Pour la section fédérale de **FO** Finances Oise, ces moyens, indispensables, sont les suivants :

- un DUERP informatisé, tenu à jour et suivi d'effets,
- une médecine de prévention départementale,
- des prestations de ménage et de nettoyage satisfaisantes,
- un budget en phase avec les besoins du réseau,
- l'arrêt des suppressions d'emplois.